



ÉCONOMIE DES FILIÈRES EN RÉGIONS CHAUDES

Formation des prix et échanges agricoles

**RÉSUMÉS
Xème SÉMINAIRE
D'ÉCONOMIE ET SOCIOLOGIE**

**du 11 au 15 Septembre 1989
au CNEARC - Montpellier**

Séminaire réalisé avec le concours de



Ministère de la Coopération



**Centre Technique de Coopération
Agricole et Rurale**

ASPECT METHODOLOGIQUE

DE L'UTILISATION DE LA NOTION DE FILIERE DANS LA RECHERCHE AGRO-ECONOMIQUE

Cette communication visé à souligner les difficultés et les pièges de l'utilisation de la notion de filière, notamment en recherche agro-économique dans les pays en développement. Elle tente aussi de montrer l'intérêt et de dégager les conditions d'un usage pertinent de cette notion et des approches qui lui sont liées.

La notion de filière ne fait pas l'objet d'une définition précise et unique : différentes conceptions en ont été élaborées qui répondent aux divers usages qu'en on fait les chercheurs mais aussi les praticiens et les politiques. Elle ne suffit donc pas à définir une approche, une méthode, à constituer une problématique.

La notion de filière est séduisante et dangereuse : conduisant à une représentation d'une partie de la réalité, elle sécurise le chercheur mais peut l'enfermer dans les limites arbitraires et figer sa vision du réel, voire le rendre excessivement fonctionnaliste.

La notion de filière est exigeante et difficile à manier : construire sur des observations directes ou indirectes du terrain, elle implique des choix délicats quant au degré de finesse de lecture du réel (surtout en situation de faible formation), quant aux limites à fixer à la filière étudiée, quant aux typologies des éléments qui la constituent et finalement quant aux options habituelles de la recherche économique.

L'explication de la dynamique d'une filière implique l'étude de ses relations avec le reste de l'économie. Le travail sur une filière risque de sous estimer les influences extérieures qu'elle subit notamment les interférences entre les différentes filières, l'activité multi-produits et multi-services des entreprises et des groupes, la mondialisation de l'économie agro-alimentaire.

Mais les recherches prenant des filières pour objet,

- . parce qu'elles induisent une attitude critique vis à vis des approches traditionnelles (micro-macro, libérales-néolibérales-planificatrices),
- . parce qu'elles prennent en compte les techniques, les produits, les entreprises, les circuits, les marchés et les politiques économiques spécifiques,
- . parce qu'elles poussent à une connaissance fine de l'objet étudié, génèrent souvent une meilleure compréhension de la structure, du fonctionnement, des crises et de l'évolution du système qui produit, transforme et distribue les produits agricoles et alimentaires.

Un usage pertinent de la notion de filière implique donc, nous semble-t-il :

- . un questionnement et une problématique de départ,
- . un choix raisonné du type d'approche par filière à retenir (ou à inventer) et des méthodes qu'on lui applique, ainsi que des limites à fixer à la filière étudiée, en fonction des objectifs de la recherche, donc des problèmes posés,

- . une attention particulière aux rapports entre la filière étudiée et le reste du monde,
- . une ambition modérée quant à la taille de l'objet à appréhender,
- . une certaine lucidité quant à sa position personnelle par rapport aux courants de pensée et aux théories des sciences économiques et sociales,
- . enfin, pour mesurer la fécondité du travail et le chemin parcouru, la formulation d'une problématique d'arrivée, infirmant ou confirmant en l'affinant celle du départ.

LES FILIERES FRUITS ET LEGUMES ET LA GRANDE DISTRIBUTION, METHODES
D'ANALYSE ET DE RESULTATS

Cette communication vise à effectuer une synthèse des travaux de l'auteur portant sur les filières agro-alimentaires et en particulier les fruits et légumes en mettant l'accent sur les problèmes de méthodes et en s'interrogeant sur leur éventuelle utilisation dans les pays en développement. Pour cela, nous aborderons les trois points suivants :

- la problématique : les filières fruits et légumes de l'espace européen sont confrontées à la concurrence issue de deux phénomènes concomitants, l'ouverture et l'élargissement des frontières de la CEE et la présence d'une grande distribution de plus en plus concentrée et opérant à l'échelon mondial.
- les méthodes et hypothèses : le point de départ est la notion de filière qui n'est pour l'auteur que la délimitation d'un champ d'investigations lequel va permettre l'utilisation successive de trois approches l'analyse des systèmes, le "market structure analysis" et les théories des organisations. A l'aide de nos travaux, nous précisons chaque fois les processus opératoires.
- les résultats : ils permettent de mieux comprendre le problème de la mise en marché des produits agricoles. La grande distribution, confrontée à la nécessité d'approvisionner ses magasins enregistre des contraintes qu'elle essaie de transférer par le biais de stratégies sur les niveaux amont des filières. Face à ces stratégies, les organisations de mise en marche s'adaptent plus ou moins. Les zones ne disposant pas d'organisation efficaces sont en risque d'être éliminées.

En conclusion nous nous interrogeons sur les possibilités d'utilisation de telles méthodes dans les pays en développement. A condition de préciser les objectifs et tant que les activités analysées à l'intérieur des filières font l'objet d'échanges marchands, rien ne s'oppose à l'utilisation des méthodes pré-citées. Ce constat amène à s'interroger sur les limites des outils maniés jusqu'à présent : n'est-il pas possible d'utiliser en pays développés ou non d'autres approches permettant de répondre notamment à des finalités publiques ?

M. LABONNE

POLITIQUE AGRICOLE ET LOGIQUES ECONOMIQUES DES FORMES DES FILIERES : LE CAS DE L'OLIVE AU MAROC

La filière "olive" au Maroc se partage assez également entre des formes artisanales traditionnelles et des formes industrielles modernes ou semi-modernes. Ces formes, régies par le marché, sont interdépendantes et la formation du prix des olives en est influencée, à travers deux points d'arbitrage : olives à huile-olives de tables, circuit artisanal-circuit industriel. L'estimation des coûts financiers des divers stades (production, transport, trituration, distribution) des deux formes de la filière fait apparaître que la forme industrielle l'emporte nettement sur l'autre, mais on est toutefois surpris de la résistance, sinon du dynamisme de la forme traditionnelle.

En fait, l'évaluation de l'efficacité des diverses formes de la filière par les critères habituels de coût financier n'est pas suffisante pour rendre compte de la dynamique observée. L'emploi d'autres critères (coûts d'opportunité, économie d'organisation, économie d'échelle, substitution capital/travail ...) permet la mise en évidence de logiques économiques différenciées et offre une explication solide du réel, recoupée par les arbitrages de formation des prix.

L'utilisation de nouveaux référents d'analyse économique rend compte de l'effet des politiques économiques, au delà des références micro-économiques inhérentes à l'analyse financière. Les effets des politiques agricoles ou macro-économiques sont intégrés grâce à une méthodologie assez simple permettant les comparaisons entre cultures selon le niveau d'intensification et entre les conditions intérieures de la production et les conditions du marché mondial.

T. DEPO

L'INTERVENTION DES POUVOIRS PUBLICS AU NIVEAU DU POLE DE LA
COMMERCIALISATION DES PRODUITS VIVRIERS. ANALYSE DES RESULTATS DE CETTE
POLITIQUE

? Confronté bien avant les années 1970, au problème de la croissance démographique en général et plus particulièrement à celui d'un fort taux d'expansion de la population urbaine, le Cameroun tente durant la dite décennie, l'inadéquation constatée naguère entre les cultures de rente et les cultures vivrières. Parmi les différentes mesures prises, l'une d'elle consistait en une intervention des pouvoirs publics au niveau du pôle de la commercialisation des produits vivriers. La présente étude tente d'analyser les résultats de cette politique et au-delà, montre le seuil ou les limites de l'intervention de l'état dans une économie certes pauvre, mais une économie où le secteur privé connaît un certain dynamisme.

de recherche?

M. GRIFFON

**UNE APPLICATION SIMPLIFIEE DU CONCEPT DE FILIERE EN VUE DE LA DEFINITION
DE POLITIQUES AGRICOLES**

Utilisé largement en France dans le domaine agro-alimentaire puis dans le monde industriel, le concept de filiere est aussi utilisé couramment dans la littérature francophone relative aux projets de développements en particuliers dans les évaluations ex ante et ex post. Ces études font appel à des techniques de calcul économique diverses et restent souvent ponctuelles et épisodiques. Afin de pouvoir rendre les travaux comparables et d'aboutir dans l'avenir à la définition de banques de données sur les filières des produits agricoles, il est nécessaire de recourir à des techniques simplifiées s'appuyant sur des données de base.

S. JONES

TRADING RESPONSES TO FOOD MARKET LIBERALIZATION IN TANZANIA, MALAWI AND ZAMBIA

According to the World Bank's diagnosis of the causes of African agricultural stagnation, the substitution of private for parastatal enterprise is necessary for the development of an efficient and non-exploitative marketing system and the improvement of production incentives for farmers. The experience of attempted reform of the staple food grain markets in Tanzania, Malawi and Zambia indicates some of the problems that policies to achieve this may encounter. In each of these countries reforms have been tentative and partial and implemented under external pressure.

The lack of ideological commitment from governments implementing reform makes the liberalisation of food markets a fragile process. In Zambia moves to eliminate maize meal subsidies were reversed. In Tanzania and Malawi doubts remain about the ability of the private trading system to satisfy food security objectives. The problem is exacerbated by the very severe (but different) constraints under which private trading activity is operating in the three countries. These are the consequence both of continuing economic crisis and of the previous suppression of private marketing activity, but may have been exacerbated by the nature and timing of the implementation of reform. None of the reform programmes have included measures explicitly to address the constraints faced by private traders, other than the partial removal of legal barriers to entry to some activities. A major problem appears to be the inability of small scale traders with extremely limited access to credit and other sources of capital to undertake cost reducing investment, for instance to improve storage facilities. It is stressed that understanding the microeconomics of private trading, as well as the interaction of private trade with other elements of the marketing system including cooperatives and parastatals is vital for understanding the concerns of governments implementing reform, as well as for the design of sustainable policies.

P. MATARASSO

L'ANALYSE PAR FILIERES ET MODELISATION : PROBLEMES, METHODES ET EXEMPLES

L'analyse des filières se heurte à un certain nombre de difficultés qui concernent à la fois la collecte des informations nécessaires à l'analyse et la représentation de la compétition des filières.

Dans les pays en développement les systèmes statistiques sont souvent déficients et des données cruciales sont manquantes en particulier dans le domaine agricole. C'est le cas pour les données qui concernent :

- l'extension et le volume des différentes productions agricoles;
- la connaissance des ressources territoriales accessibles;
- le recensement des populations d'agriculteurs.

Sur le plan méthodologique une des difficultés est de représenter les filières en tenant compte de leur compétition aux niveaux des exploitations, des régions et du pays.

En se basant sur plusieurs expériences de modélisation réalisées ou en cours sur des régions agricoles des pays en développement (zone côtière de Guinée, villages du Népal) et d'une zone agricole de l'Europe du sud (département de la Lozère) on montre comment certains problèmes de l'analyse de filières peuvent être résolus.

Les modèles réalisés sont des modèles linéaires à production jointe. Ils servent à la fois d'instruments d'intégration, de mise en cohérence des données, de mise en compétition des filières et d'exploration de scénarios on souligne l'intérêt de développer un cadre macro-économique global incorporant une représentation technique détaillée des filières et permettant d'analyser leur compétition avec l'ensemble des activités de subsistances. Un tel cadre est indispensable pour appréhender les facteurs limitants à l'extension des filières (espaces cultivables, travail, irrigation, équipements ...), optimiser leur association et examiner la stabilité des associations de filières aux chocs extérieurs (climat, prix ...).

PRODUITS VIVRIERS

E. GREGOIRE

ETAT ET RESEAUX MARCHANDS DANS LE COMMERCE DES VIVRES AU NIGER

Pour les pays sahéliens confrontés à des productions agricoles très fluctuantes d'une année à l'autre, l'organisation du marché revêt une importance toute particulière dans la définition de leur politique alimentaire.

Dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, les marchés céréaliers ont été réorganisés et les politiques interventionnistes pratiquées jusqu'à présent ont été abandonnées : ainsi, au Niger, de nouvelles fonctions ont été assignées à l'OPVN et cet office étatique de commercialisation doit désormais cohabiter avec le secteur privé que l'on désire voir jouer un rôle plus important dans l'approvisionnement du pays.

Ce secteur privé nigérien, comme dans d'autres pays d'Afrique de l'Ouest, est organisé en réseaux et les commerçants ne constituent pas, la plupart du temps, des entités économiques indépendantes. Ces réseaux opèrent au niveau du marché intérieur, des échanges avec les pays voisins (notamment le Nigéria) et à l'échelle du marché mondial pour des denrées telles que le riz et le maïs.

L'Etat, par l'intermédiaire de l'OPVN, reste très attentif à l'évolution du marché des céréales et les réformes entreprises lui permettent d'intervenir en cas de nécessité aux côtés du secteur privé (disette, forte hausse des prix). Ce système d'économie mixte paraît approprié à un négoce aussi sensible et vital pour les populations que le commerce des vivres.

J-F. MERLET

L'ECONOMIE DES TUBERCULES DANS LES REGIONS DES PLATEAUX - TOGO

Intégrée dans le projet intitulé "Production, commercialisation et consommation des produits vivriers dans la région des Plateaux-Togo" lancé par l'O.R.S.T.O.M. en 1984, cette étude traite plus particulièrement de la commercialisation des tubercules de manioc et d'igname à partir des résultats d'enquêtes bimensuelles effectuées entre août 84 et juillet 85 sur 23 marchés de cette région, et de relevés sur le terrain entre mai et septembre 1988.

Après avoir situé l'importance de cette région dans l'économie des tubercules au Togo et décrit la commercialisation de ces deux produits sur les marchés, la possibilité de suivre tout au long d'une année l'évolution de ces marchés nous a permis de :

- Lever certaines interrogations touchant aux éléments de typologie des marchés.
- Relier le fonctionnement de ces marchés aux principales périodes agricoles, avec pour conséquences d'approcher le calendrier de commercialisation des producteurs.
- Noter une nouvelle orientation des exploitations agricoles (plus tournée vers le marché).

Enfin une dernière partie consacrée à l'igname fait le point sur les éléments à retenir pour entreprendre une étude réaliste de la commercialisation de ce produit.

AMEGNINOU T. KANEDE

LA FORMATION DES PRIX ET DES RESSOURCES FINANCIERES DANS L'AGRICULTURE
TOGOLAISE

Le texte analyse les problèmes de la formation des prix et des ressources financières et de l'agriculture togolaise. Les questions de la rentabilité des types de cultures isolées et de la réalisation des plans d'investissement pour le financement de l'agriculture y sont étudiés.

K. TANO

LA FORMATION DES PRIX DE DETAIL DES PRODUITS VIVRIERS SUR LES MARCHES
D'ABIDJAN (COTE D'IVOIRE)

De 1984 à 1987, le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales a réalisé, avec l'appui de la Station d'Economie Rurale, INRA de Montpellier, une recherche sur le marché des vivriers à Abidjan.

L'exploitation des prix de détail collectés pendant ces quatre années fournit des éléments importants à la fois sur les mécanismes d'échange et sur l'évolution de l'offre des vivriers en Côte d'Ivoire.

Ainsi, pour l'ensemble des produits, la comparaison des prix annoncés par les détaillants (prix avant transaction) et des prix réels payés par les consommateurs montre que le marchandage, malgré le temps souvent long qui lui est consacré, fait économiser entre 10 et 20% du prix initial. On comprend pourquoi il est largement utilisé dans les mécanismes d'échange au niveau des vivriers.

Ensuite, l'étude de la variation annuelle des prix montre une saisonnalité dans l'approvisionnement des marchés d'Abidjan. La saisonnalité est, dans l'ensemble, plus marquée pour l'igname tardive et la banane plantain que pour les autres vivriers.

Dans l'ensemble, enfin, le riz traditionnel est plus cher que les autres vivriers, ce qui traduirait la sensibilité de la consommation à la qualité. Cela concorde, d'ailleurs assez bien avec l'expansion actuelle des riz de luxe (local ou importé) sur le marché ivoirien.

L'ADAPTATION DES PRODUCTEURS AUX EXIGENCES DE LA DEMANDE COMMERCIALE :
LE CAS DE L'IGNAME EN COTE D'IVOIRE

L'igname, première culture vivrière en volume de la Côte d'Ivoire, demeure cependant mal connue en dehors de son aire de production.

Sa commercialisation, jusque là limitée à un niveau faible, au plan national devrait connaître dans les années à venir un développement important sous l'influence de différents facteurs d'évolution résultant d'abord en une meilleure maîtrise de la filière de production-commercialisation grâce :

- au resserrement de l'éventail des variétés commercialisées autour d'un nombre limité sous la pression du marché.
- à une spécialisation régionale assez poussée permettant la mise à marché de produit du "cru", réputé pour leurs qualités particulières.
- au développement de la production de variétés bien adaptées au mode de consommation des citadins, la demande urbaine étant la plus solvable, et de variétés dont la souplesse biologique autorise un étalement de la mise à marché ce qui permet de réduire les risques de rupture d'approvisionnement en igname.
- à l'introduction de l'igname dans un système de culture intensif.
- Enfin, les progrès récents de la science et de la technologie dans le domaine de la conservation et surtout de la transformation, rendent désormais possible l'exportation de l'igname ce qui permet d'envisager avec sérénité l'avenir de la filière.

A. MASSAMBA MA-MPUKA

ETUDE DE LA FILIERE DE LA BANANE DOUCE DANS LA REGION DU MAYOMBE AU CONGO

La culture bananière dans la Région du Mayombe remonte depuis 1936. Cette Région n'est pas un milieu idéal pour cette culture même si elle offre des conditions assez favorables à son développement. En culture traditionnelle, les rendements sont faibles (3 à 4 tonnes/ha). La banane est l'un des fruits les plus intéressants à cause de son cycle relativement court (8 à 11 mois) et de sa valeur nutritive (fruit hautement énergétique, 22 % de glucides) et à cause de ses possibilités d'envisager l'exportation pour procurer des devises au pays même si le marché international de la banane est saturé. La banane, fruit produit toute l'année peut donner lieu à la création d'une industrie agro-alimentaire assez variée.

Elle est produite par des paysans isolés ou regroupés. Les planteurs isolés peuvent être classés en quatre catégories : les petits planteurs, les planteurs moyens, les grands planteurs et les néo-planteurs.

La banane du Mayombe est transportée par voie routière et par voie ferroviaire vers les deux grands centres urbains du pays, Brazzaville et Pointe-Noire. Les véhicules assurent souvent l'évacuation de la banane des plantations vers la gare. Le Chemin de Fer Congo Océan (C.F.C.O.) qui joue un rôle prépondérant dans le transport de banane au Mayombe offre deux types de transport le transport par expédition suivant le régime accéléré (R.A.) et le transport par wagon suivant le régime ordinaire (R.O.).

Les pertes au niveau du transport ferroviaire sont considérables ; celles-ci sont souvent causées par les déraillements, par la durée de transport non respectée par l'utilisation des wagons non appropriés à la nature de la marchandise et aussi du fait que la banane chargée par les planteurs est souvent mûre à l'expédition.

Les enquêtes menées auprès des élèves, des ménages et des collectivités ont donné des résultats fort intéressants. La banane bien que très appréciée est rarement consommée au foyer et les collectivités comme dessert en raison de la cherté du produit sur le marché des consommateurs et de la modicité des budgets alimentaires des ménages ou ceux alloués au fonctionnement des restaurants ou cantines collectifs. Cependant la consommation de la banane en dehors des ménages est importante. Elle est prise comme coupe faim ou petit déjeuner avec du pain ou des arachides.

Quelques propositions visant l'amélioration de la commercialisation ont été suggérées.

La commercialisation de la banane sur le marché intérieur est l'oeuvre des commerçants grossistes et détaillants et des producteurs qui empruntent le circuit court.

Un calcul faisant ressortir la marge brute et le coût de commercialisation a été effectué. Les différentes charges supportées par

les commerçants se répartissent en charges variables et charges fixes.
On a ensuite procédé à une estimation :

- des charges par tonnes selon les quantités commercialisées
- du coût de transport par tonne en régime ordinaire selon les charges effectives des wagons (wagons de 12 tonnes et de 15 tonnes)
- des résultats par tonne selon les quantités commercialisées en régime accéléré et en régime ordinaire dans les deux cas des wagons de 12 tonnes et de 15 tonnes.

C. ARDITI

PEUT-ON EVALUER LES EFFETS DE L'AIDE ALIMENTAIRE ?

QUELQUES REFLEXIONS A PARTIR D'UNE ETUDE DE CAS : L'AIDE ALIMENTAIRE OCTROYEE PAR LA CEE A L'OFFICE NATIONAL DES CEREALES (TCHAD)

La CEE, afin de pallier une partie de l'important déficit en céréales consécutif à la sécheresse de 1984, qui a frappé la zone sahélienne, a accordé une aide alimentaire de 25.000 tonnes de céréales (18.000 T de maïs et 7.000 T de blé) au Tchad. Cette aide devait être vendue par l'Office National des Céréales à des commerçants agréés ou à des agents de la fonction publique pour leur consommation. Un document prévisionnel élaboré conjointement par la délégation locale de la CEE et pour les responsables de l'Office avait établi que le maïs devait être vendu d'Avril à Décembre 1985 sur l'ensemble du pays à 4050 F le sac de 50 Kg, et le blé de Mai à Décembre 1985 au même prix.

En réalité, la vente du maïs n'a commencé qu'en juillet, soit avec près de 4 mois de retard sur le calendrier prévisionnel du fait de l'engorgement des ports (Douala principalement) et ne s'est terminé qu'en Mai 1988. L'opération aura donc duré près de trois ans au lieu des 9 mois prévus. Quant au prix de vente, ils ont bien été de 4050 F le sac en juillet 1985, mais par la suite de la mévente du maïs (3) ils sont rapidement descendus à 3000 F. A la fin de l'opération le sac était vendu à 400 F. Enfin seulement 16.600 tonnes (sur 25.000) ont pu être vendues, le reste ayant été déclassé en aliment pour bétail ou détruit. Sur le plan financier, cette opération qui entrait dans le cadre d'actions menées par la CEE sous l'intitulé "Opérations de contrepartie" devait permettre à l'Office des céréales de disposer rapidement des fonds obtenus pour financer l'achat de céréales locales afin d'avoir un effet régulateur sur les prix conformément à sa mission. En réalité seulement 38,9% des fonds attendus, soit 785 milliards de FCFA, ont été disponibles, mais avec un retard considérable par rapport au calendrier initial.

On constate donc un important hiatus entre les prévisions relatives à cette opération d'aide alimentaire, établies de façon optimiste avec une méconnaissance totale des conditions du marché des céréales, et des filières d'approvisionnement de la capitale, et les réalités socio-économiques du pays qui ont eu pour effet sinon de faire échouer totalement cette intervention, du moins d'en détourner totalement les objectifs. Il est donc indispensable d'analyser les raisons qui ont conduit à cette situation. Pour ce faire nous distinguerons deux types de causes. Le premier concerne les facteurs exogènes de l'aide alimentaire, la nature et les quantités attribuées, les délais d'acheminement etc ... Le second est lié à la situation économique, politique et sociale du pays, aux relations entre les commerçants et l'Etat et au rôle joué par l'Office Céréaliier, généralement contrôlé de près par le pouvoir. En réalité, la distinction introduite est académique et de nombreux liens existent entre les phénomènes observés.

Une des raisons de l'échec de l'opération est certainement liée à l'arrivée tardive du maïs à N'Djamena. Celle-ci avait été programmée dès le mois d'avril afin de pouvoir renforcer l'offre peu importante de céréales locales ou originaires des pays voisins. Malheureusement les

premières ventes aux commerçants agréés et aux fonctionnaires n'ont pu avoir lieu avant le mois de juillet (21.000 Frs). Elles se sont maintenues au même niveau jusqu'en septembre. Après cette période, les céréales locales, mils et sorghos, produites en zone sahélienne sont arrivées de façon précoce et en abondance à des prix légèrement supérieurs à celui du maïs CEE. Les consommateurs les ont préféré, car elles correspondent à leurs habitudes alimentaires et parce qu'ils n'avaient pu s'en procurer depuis longtemps à cause de leur prix. Par conséquent, la vente du maïs est devenue de plus en plus difficile et l'ONC dut encore baisser le prix sans cependant parvenir à renverser la tendance.

Il est intéressant de constater, que contrairement à ce qui généralement affirmé avec conviction, mais sur des bases empiriques peu fondées par les ONG et certains organismes internationaux, ce sont ici le mil et le sorgho locaux qui ont freiné puis empêché la vente de l'aide alimentaire en maïs et en blé. Il est aussi affirmé dans le même esprit que l'arrivée massive des céréales de l'aide aurait pour effet de faire baisser les prix des céréales locales sur les marchés urbains et par conséquent décourageaient les producteurs. Au Tchad, le manque total de fiabilité des relevés de prix effectués uniquement sur les marchés urbains et en l'absence de toute distinction sur l'origine des céréales, ne permet pas d'apporter une réponse à cette question. L'analyse que nous avons réalisé à N'Djamena nous invite à penser que l'arrivée de maïs et de blé CEE, de mauvaise qualité, et achetés par des pauvres, n'a pratiquement aucune incidence sur les prix du mil et du sorgho locaux achetés par les gens aisés, surtout en période de pénurie.

Ce bilan ne saurait être complet sans analyse du fonctionnement de l'Office National des Céréales, qui fut chargé de revendre les céréales CEE, et de sélectionner les commerçants agréés. Ceux-ci l'ont été à partir de critères ressortissants bien davantage à la notion de clientèle que de celle de compétence commerciale. En effet, parmi les 40 commerçants retenus, seulement 3 ou 4 ont honoré leur contrat et sont parvenus à revendre les céréales. Ces commerçants exerçaient réellement depuis longtemps la profession de négociants en céréales et disposaient donc de réseaux de revente jusqu'au détaillant. Les autres exerçaient diverses professions (militaire, journaliste, directeur de société etc...) sans aucun rapport avec le commerce des céréales. Ils ne disposaient donc d'aucun réseau leur permettant d'écouler les produits de l'ONC et ont donc cessé très tôt de venir prendre livraison du quota que stipulait leur contrat. Les commerçants agréés ne pouvaient donc constituer un échantillon représentatif des commerçants en céréales du Tchad, comme le croyait la CEE. Les fonctionnaires qui ont acheté directement à l'Office du maïs ou du blé CEE, ont été déçus par leur mauvaise qualité. Certains l'ont revendu à bas prix à des femmes qui l'ont fait germer pour le transformer en alcool bon marché.

Si l'on se réfère aux textes juridiques de la CEE relatifs à l'aide alimentaire, il est clairement stipulé que celle-ci doit porter de façon préférentielle sur des céréales habituellement produites et consommées dans le pays. Le maïs et le blé n'entrent pas au Tchad dans cette catégorie. La CEE et les forces économiques et politiques qui la composent se trouvent placées devant un choix : continuer à exporter des surplus céréaliers (maïs, blé), avec les conséquences que nous avons

analysé ou mettre en place des procédures plus souples et mieux adaptées aux réalités locales. Dans cette voie, elle a déjà mis en oeuvre des opérations de substitution monétaire à l'aide alimentaire, qui méritent d'être évaluées à leur tour.

INSUFFISANCE DE L'ORGANISATION DES MARCHES LOCAUX AU FOUTA DJALLON
(GUINEE-CONAKRY CONSEQUENCES POUR LES PETITS PRODUCTEURS)

La Guinée, pays potentiellement riche, souffre d'un retard économique dû à la politique menée par l'ancien régime pendant près de trente ans. La fermeture de ses frontières pendant cette période, la démotivation des paysans à produire, notamment, ont engendré l'effondrement des exportations agricoles, une diminution nette de la production vivrière, découragée par l'impôt en nature, un accroissement des importations alimentaires, ...

Le massif du Fouta Djallon, appartenant à la Moyenne Guinée, n'a pas fait exception à la règle et a subi le même immobilisme. Réputé château d'eau de l'Afrique de l'Ouest, il est actuellement l'objet de nombreux projets qui tendent à soutenir l'effort de développement rural.

Le nouveau régime, en place depuis 1984, tente de redresser économiquement le pays en concentrant les efforts, entre autres, sur une augmentation de la production agricole, du niveau de la population rurale à 80%.

La présente étude s'intéresse à la commercialisation des produits agricoles, à la compréhension des réseaux de distribution qui se sont mis en place lors de l'ancien régime et qui profitent actuellement de la politique de libéralisation totale des prix, instaurée en juillet 1985.

Précisément, le manque d'organisation des circuits de commercialisation, le manque de normes et de directives ont engendré un réseau de collecteurs qui exploitent les petits producteurs. Ceux-ci sont essentiellement des femmes venues des villages environnant pour vendre leur production.

Face à celles-ci, des groupements de femmes commerçantes ("Dioula moussou") plus ou moins organisées peuvent faire le voyage de Kindia et Conakry chaque semaine. Leur objectif est d'intercepter les petits producteurs avant qu'ils n'atteignent le marché pour imposer un prix très bas.

Lorsque, malgré tout, les femmes arrivent jusqu'au marché, elles rejoignent leur place et la longue attente commence. Arrivée tôt, vendant toutes les mêmes produits, aux même prix en quantités relativement faibles, il n'est pas rare de les retrouver vers la fin du marché, avec une marchandise qui a souffert de la chaleur. A ce moment, on leur offre un prix dérisoire qu'elles sont obligées d'accepter.

Face à cette situation et face à cette chaîne d'intermédiaires, que peut-on faire pour le petit producteur ?

Deux solutions viennent à l'esprit :

- 1- Instaurer une politique des prix qui encourage le producteur, l'oriente et lui permette de répondre à la demande
- 2- Encourager les groupements pour la commercialisation.

MARAICHAGE

STRATEGIE DES ACTEURS ET ORGANISATION DE FILIERES DE COMMERCIALISATION
DES LEGUMES A BRAZZAVILLE

Les besoins en produits maraichers de la population brazzavilloise ont créé une diversité de filières de commercialisation de légumes. Plusieurs chaînes sont identifiées en fonction du type de légumes, des sources d'approvisionnement et des réseaux d'écoulement.

Plusieurs types d'acteurs commerçants et producteurs interviennent dans la vente des légumes. Les difficultés de concilier production-commercialisation au point de vue temps justifient l'interdépendance de ces acteurs. Ainsi, producteurs et revendeurs ont recours à des intermédiaires et aux réseaux familiaux.

Précisons que le nombre des intermédiaires explique parfois la faiblesse apparente des marges dégagées par les différents acteurs et qu'à chaque niveau des transactions correspondent des pratiques de vente ou d'achat particulières. Cependant, la pratique de la vente et de l'achat à terme dans les filières de commercialisation reste essentielle. Plusieurs facteurs d'ordre géographique et socio-économique expliquent aussi les positions amont-aval de chaque type d'acteurs.

Notons enfin le rôle déterminant des transporteurs dans la circulation des biens et des personnes entre lieux de production et lieu de vente.

ALI-CAYE

L'APPROVISIONNEMENT DE BRAZZAVILLE EN PRODUITS MARAICHERS

Conséquence d'une urbanisation accélérée, Brazzaville, capitale du Congo, est confrontée à de nombreux problèmes dont celui de nourrir sa nombreuse population. Parmi les denrées alimentaires qui sont déversées quotidiennement sur les marchés, les produits maraichers occupent une grande place par leur volume : 18.000 tonnes environ, chaque année.

Pour compléter la production de sa ceinture maraichère qui ne représente que le sixième de l'approvisionnement, Brazzaville s'est tournée vers son arrière pays et le Zaïre, pays voisin. Quatre flux assurent ce complément.

- 1- Le flux Sud-Ouest : ce sont des arrivages par la route Nationale 1. Les districts de Boko, Kinkala et Kindamba envoient aussi bien légumes-feuilles que légumes-fruits traditionnels.
- 2- Le flux Ouest par le chemin de fer : à plus de 300 Km, les villages-gare expédient leurs productions de tomates, gombos, piments et aubergines locales.
- 3- Le flux Nord-Ouest où arrivent du district de Mayama les mêmes produits que ceux de la voie ferrée.
- 4- Le flux Est par Kinshasa : cette ville sert de transit aux produits du Bas-Zaïre ; du Bandundu ; et même des produits d'Afrique du Sud, du Rwanda et de France.

Ces flux extérieurs ont chacun un marché distributeur qui reçoit les marchandises venant des villages ou de Kinshasa.

Quant au flux intérieur, il est assuré par une dizaine de périmètres maraichers et de jardins individuels.

L'organisation de la collecte est aux mains de deux institutions :

- Les femmes revendeuses grossistes qui vont auprès des producteurs villageois et qui achètent sur les marchés locaux, et les revendeuses détaillantes qui se ravitaillent à partir des périmètres urbains ou qui achètent les produits ramènés des villages par les grossistes.
- Les institutions spécialisées dans la commercialisation : ces structures collectent ou mettent à la disposition des maraichers des moyens de transport.

Dans cette collecte des produits maraichers est né l'esprit de confiance et d'entraide entre les différents acteurs maraichers ce qui donne à l'activité tout son dynamisme.

PERFORMANCE DU SYSTEME DE COMMERCIALISATION DES LEGUMES A BRAZZAVILLE :
UN ESSAI D'EVALUATION SOCIO-ECONOMIQUE

L'analyse socio-économique de la filière maraîchère de Brazzaville est articulée autour de trois axes : l'adéquation de l'offre et de la demande en légumes à travers les prix; la formation et l'utilisation des marges commerciales; et l'intégration des ces filières à la socialité urbaine.

L'irrégularité de l'offre pour certains produits et la faible élasticité de la demande se traduisent par des variations souples de quantités disponibles pour des prix qui changent de façon discontinue, ce qui dénote une bonne adaptation à la saisonnalité de la production et au comportement des consommateurs.

L'analyse des marges ne révèle pas de comportement "monopolistique" ou "privilegié" d'une "classe" de commerçants. D'autre part, les phénomènes de collecte et d'accumulation en vue d'une expansion de l'activité semblent limités.

Enfin, les modes d'accès à l'activité, tout comme l'utilisation des revenus commerciaux, doivent être reliés à la spécificité sociale des commerçants urbains. A côté de la transmission familiale, la ville induit l'accès à l'activité commerciale comme activité de survie dans un contexte matériel précaire. La ville détermine également, chez les commerçants, des modes de consommation qui limitent l'expansion de leur activité.

V. AUTISSIER

INITIATIVES COLLECTIVES EN AFRIQUE TROPICALE : LE ROLE DES ASSOCIATIONS SPONTANÉES ET DES COOPÉRATIVES DANS LA FILIÈRE MARAÎCHÈRE PÉRIURBAINE

Le développement du maraîchage autour des grandes villes, particulièrement spectaculaire durant cette dernière décennie, remonte à la période post-coloniale. Dans toutes les capitales, des jardins de très petite taille, localisés dans les bas fonds et les vallées marécageuses, sont apparus à l'intérieur ou à la périphérie des agglomérations.

Les jardiniers peuvent être de véritables professionnels mais dans la majorité des cas, le maraîchage constitue une activité temporaire ou d'appoint.

Le maraîchage connaît un succès grandissant pourtant sa situation est très précaire : la pression foncière menace les jardins et les repousse toujours plus loin à l'extérieur de la ville. Très liée à l'urbanisation sauvage, l'érosion oblige de nombreux maraîchers à abandonner leur parcelle. Plusieurs autres contraintes s'imposent aux producteurs : l'approvisionnement en matières organiques est souvent difficile, les producteurs recyclent des déchets ménagers ou industriels mais leur utilisation n'est pas sans risques sanitaires. Dans certaines villes, Dakar par exemple, l'eau est un des principaux facteurs limitant du maraîchage...

La vente est plus facile, à proximité des villes, car la demande urbaine en légumes est globalement insatisfaite. Mais la concurrence vis à vis des produits importés des pays limitrophes reste vive. Les circuits de commercialisation, bien qu'ils soient très dynamiques, ne sont pas organisés.

Un peu partout les producteurs constatent qu'ils ont intérêt à se regrouper pour faire valoir leurs droits et améliorer leurs débouchés commerciaux.

Pendant plusieurs années les gouvernements et les ONG ont essayé, sans beaucoup de succès, de rassembler les paysans dans des unités productives (groupements et coopératives).

Aujourd'hui, même si la production reste individuelle, les producteurs se mobilisent dans des associations, des groupements informels, pour se faire entendre ou assurer collectivement certains services.

La commercialisation collective reste très difficile à réussir, par contre des associations de défense des droits fonciers et des groupements d'approvisionnement s'implantent avec succès au Zaïre, au Cameroun, au Sénégal.

Après une grande période de tâtonnement, certains leaders (paysans ou citadins) ont "fait le point" sur les raisons du succès ou de l'échec de leurs tentatives et nous livrent leurs enseignements.

L'impact de ces groupes est encore très limité car ils sont peu nombreux et trop dispersés. Mais on perçoit dès maintenant le rôle qu'ils peuvent jouer autant au niveau économique que politique. Ils peuvent constituer de véritables groupes de pression et amener les autorités à prendre certaines mesures en faveur des maraîchers : mise en défense de parcelles urbaines, réglementation des échanges commerciaux de fruits et légumes, par exemple.

Les responsables de ces groupes n'ont pas encore résolu la question de la coordination et de la représentation de ces multiples initiatives,

de même que celle de leur rapport avec les organisations de développement
étatiques et étrangères.

C. SORGHOS

DOMESTICATION DE LA CUEILLETTE DANS LES PERIMETRES MARAICHERS DE MAROUA (NORD-CAMEROUN)

Des indices mis en évidence dans les traditions orales permettent le suivi de diffusion de certains sorghos. Il s'agit de la famille de sorghos dits "cerge", sorghos de lithosols, des monts Mandara. Ces Short Kaura sont vraisemblablement venus du Bauchi et se sont répandus de l'Ouest sur les monts Mandara centraux, puis septentrionaux et, enfin les massifs-iles à l'est des monts Mandara. Les mythes de Shiler (Mafa Magumaz) et ceux de la chefferie de Gudur confortent un faisceau d'hypothèses allant dans ce sens.

Ces sorghos ont été à l'origine de véritables agrosystèmes de céréaliculteurs implantés sur les réseaux de terrasses des Mandara. Ils se superposaient (au XVIème siècle ?), tout en les évacuant peu à peu, à d'autres agrosystèmes fondés sur les petits mils, l'éleusine et le taro. Les densités exceptionnelles (150 hab/Km² et plus) d'une grande partie de ces massifs leur sont redevables.

A l'inverse, c'est une gamme de sorghos rouges de type Durra et Durra Caudatum, venu du Baguirmi via le Logone qui se répand sur les piémonts des massifs.

Ces diffusions de sorghos dans la région de Gudur passaient par des "tests" rituels, avant d'être promus ou refusés. Nous abordons ici la notion de "propriété" de certaines cultures et des mécanismes de diffusion passés. Nous donnons au passage l'exemple des sorghos des jumeaux, aux graines gemellées.

Dans un deuxième volet, nous envisageons des diffusions "historiques" de sorghos, principalement celle des sorghos désaisonnés : les muskwari. Ils furent vulgarisés par les Fulbé venus du Bornou. Cette culture connaît dans les années cinquante un développement tel qu'elle permit une sorte de révolution agraire. Elle autorisa parallèlement le développement du coton en libérant des terres auparavant dévolues aux sorghos sous pluie.

M A I S

E. DOUYA

DES DYNAMIQUES DES FILIERES MAIS AU CAMEROUN

A l'instar de nombre de pays en développement, le Cameroun est confronté à des difficultés financières et est réduit à suivre un plan d'ajustement structurel. Ce plan implique dans une large mesure l'agriculture dont la contribution peut se situer à 2 niveaux essentiels :

- la récupération des devises et
- la résorption du déficit budgétaire de l'Etat.

Nous discuterons ici du premier niveau. En effet, l'Etat peut réaliser des économies de devises soit en accroissant les exportations soit en diminuant les importations. Avec la baisse soutenue des cours du café et cacao notamment, il est douteux que l'accroissement des exportations ait de grands effets. Quant à la baisse des importations, il est donné d'en espérer des effets positifs sur les devises si cette baisse est effective.

En prenant l'exemple du maïs, la production nationale est loin de répondre à la demande. De grands clients tels que les brasseries ou les Sociétés de Provenderies sont obligées de s'adresser sur le marché international pour leurs approvisionnements, favorisant ainsi la sortie de devises.

A cette demande s'ajoute celle, non négligeable des ménages, appelée à s'accroître par le biais de l'exode rurale, doublé de la croissance démographique.

Les questions qui se posent alors sont de savoir si les paysans sont conscients de cette opportunité. S'ils le sont, dans quelle mesure l'offre a-t-elle réagi ? Quels sont les éléments limitatifs ou permissifs du développement de sa production ?

Notre communication entend analyser les filières maïs au Cameroun en vue d'apporter des éléments de réponses à ces questions.

J.L. FUSILLIER

L'EVOLUTION DU MARCHÉ DU MAÏS EN CÔTE D'IVOIRE DE 1975 A 1988 : LES
REMISES EN CAUSE D'UNE AUTOSUFFISANCE

Cinquième production agricole vivrière en Côte d'Ivoire et seconde céréale après le riz, le maïs a connu au cours des 15 dernières années une très forte expansion de son marché, dont les facteurs et les effets méritent d'être analysés pour fournir un éclairage supplémentaire au problème de l'autosuffisance alimentaire en Afrique.

Bien que présente sur l'ensemble du pays, la culture du maïs était traditionnellement concentrée dans les régions de savane du Nord où le maïs constitue une base essentielle de l'alimentation. L'urbanisation rapide du pays à partir des années 1960 élargit les possibilités de commercialisation et entraîne la constitution d'un véritable marché intérieur national.

Au début des années 1970 plus de 95% de la production de maïs est encore auto-consommée dans les exploitations agricoles. On assiste alors à une mutation du marché du maïs avec l'apparition et le vigoureux développement d'une demande pour l'alimentation animale. Cette dernière atteint en effet 30.000 T en 1982 et représente ainsi environ 40% de la demande marchande de maïs. La demande pour la consommation humaine quant à elle, connaît un tassement en raison d'une baisse de la consommation de maïs par tête liée à une diversification du régime alimentaire.

La préférence accordée par les fabricants d'aliments du bétail aux importations pour leur approvisionnement en maïs est dénoncée en 1982 par les pouvoirs publics soucieux d'économiser leurs devises dans un contexte de début de crise financière et conscients des riches potentialités agronomiques du pays. La protection contre les importations provoque une croissance immédiate et spontanée de la production, prouvant ainsi la capacité d'adaptation de l'offre à une sollicitation de la demande.

Une relocalisation de la production accompagne l'expansion du marché. La culture du maïs progresse essentiellement dans la zone forestière où afflue les populations du Nord et du Centre pour créer des plantations. La vocation commerciale de la culture du maïs s'y affirme de façon croissante, contrairement aux régions du Nord trop éloignées des débouchés urbains.

On observe de 1983 à 1986 un approvisionnement satisfaisant du marché par la production locale, un excédent de 57.000 T est même dégagé en 1985 répondant à l'objectif des pouvoirs publics de faire de la Côte d'Ivoire le fournisseur de maïs privilégié de la région sahélienne.

Or cet objectif est brutalement remis en cause en 1987 avec une forte reprise des importations par les fabricants d'aliments qui semble se prolonger en 1988.

Cette détérioration soudaine du marché ivoirien du maïs soulève maintes interrogations. Un déficit réel durable de la production paraît d'autant plus surprenant que l'on connaît depuis l'exemple de 1982, la

sensibilité des producteurs de maïs vis-à-vis du marché, la rapidité de leur réponse à une sollicitation de la demande et leur potentiel élevé de production. On notera aussi que la suspension des importations en 1982 coïncide avec une flambée du prix du maïs importé tandis que la reprise de 1987 accompagne un fléchissement du prix rendant les importations bien meilleur marché que l'approvisionnement local. On est ainsi amené à se demander si le système officiel de protection du marché intérieur du maïs n'est pas seulement théorique et si le niveau des importations ivoiriennes n'est pas déterminé par le cours mondial du maïs.

EVOLUTION RECENTE DE LA PRODUCTION DE MAIS AU MEXIQUE : QUELLE MARGE DE MANOEUVRE POUR LA RECHERCHE AGRONOMIQUE TROPICALE ?

Ce document s'attache à mettre en évidence le défi technologique croissant auquel devra faire face, dans les années 90, la recherche agronomique nationale et internationale au Mexique, à l'instar de nombreux autres pays d'Amérique Latine. Pour ce faire, on a pris le cas du maïs, non seulement en tant que principale céréale de base dans l'alimentation d'un pays déjà déficitaire mais également en tant que source importante de revenu pour les agriculteurs concernés. L'analyse, au niveau national, des données récentes (1977-87) de production montre une tendance à la stagnation de la production totale de maïs, en raison d'une stabilisation des surfaces récoltées et surtout d'un nivellement du rendement moyen annuel depuis 1980, après un net accroissement dans les années 70. Cependant l'analyse de tendance, également au niveau national, du prix réel des principaux produits de base, des intrants et du crédit agricole sur presque vingt ans (1970-88) montre que, contrairement à une croyance générale, le maïs a été, avec la viande bovine, l'une des rares activités qui a bénéficié d'une politique de prix relatifs favorable aux producteurs jusqu'en 1987. La politique des prix n'explique donc pas la stagnation actuelle du maïs. A partir de statistiques régionales et de données originales engendrées par plusieurs projets de recherche adaptative, on s'attache à mieux quantifier les principales sources de l'augmentation de la production dans un passé récent, à savoir : d'une part la mise en culture de nouvelles terres et le recours à la traction motorisée ; d'autre part l'utilisation croissante d'engrais et d'herbicides et la diffusion de variétés de maïs améliorées pour leur seul rendement potentiel. Malgré l'incertitude quant à la représentativité des données, il semble que ces facteurs, désormais adoptés par les producteurs lorsqu'ils pouvaient l'être, contribueront bien moins que par le passé à l'accroissement de production futur. En conséquence il est indispensable de rechercher et d'adapter de nouvelles sources d'accroissement de productivité, si le Mexique souhaite faire face à la montée de ses besoins alimentaires des années 90 et au delà. Sans un progrès technique renouvelé, c'est à dire sans un investissement de recherche supplémentaire en termes réels pour trouver des solutions viables aux nouveaux problèmes agronomiques (dégradation des sols, mauvaise utilisation de l'eau pluviale, enherbement et insecte du sol), on peut prévoir que le taux de couverture de la demande nationale de maïs par les importations passera de 23% actuellement à 39% en l'an 2000. Cette tendance risque de s'accroître si, par suite de la politique économique générale d'ajustement mise en oeuvre à partir de 1988, les prix relatifs intrants/maïs et le coût réel du crédit deviennent moins favorables que par le passé, entraînant, en l'absence d'innovations technologiques, une réduction des surfaces ainsi que des consommations intermédiaires et des rendements.

A.T. AYEDOUA

CULTURE DU MAÏS ET DYNAMISME ECONOMIQUE A L'ECHELLE DE LA ZONE RURALE DE NOTSE TOGO

Les résultats des recherches menées par les différentes Institutions dans la région des Plateaux au Togo concluaient que NOTSE, l'une des zones agricoles de la région, se révélait être celle qui produit le plus de maïs, céréale fortement ancrée dans les habitudes alimentaires des populations. A cet égard, elle participe grandement à l'approvisionnement des Centres urbains du pays en cette céréale.

L'importance considérable des surfaces de maïs, placées dans une association culturale pourtant massivement marquée par le palmier à huile et les modes de mise en marché des récoltes, témoignent de l'importance économique accordée à cette culture dans la zone de NOTSE.

Vient alors à l'esprit, la question de savoir comment les paysans de NOTSE en étaient-ils arrivés là. Le texte définitif de la présente communication exposera de façon claire les éléments explicatifs suivants:

- les conditions structurelles ayant favorisé la culture.
- la situation de la culture des maïs ces dernières années à NOTSE.
- le rôle économique et social du maïs dans les rapports de production.
- la place du maïs dans la formation des revenus monétaires.

PAYSANS-PARTENAIRES ET MAIS-COTON : PILIERS DE LA POLITIQUE AGRICOLE DU ZIMBABWE INDEPENDANT

Depuis l'indépendance (1980), la tâche du Zimbabwe a été d'ouvrir la filière agricole, outil efficace surtout réservé jusqu'alors aux 5.000 fermiers blancs, aux 900.000 petits producteurs noirs dans le but de faire participer la population paysanne à la croissance économique du pays.

Une extension au secteur paysan des différents services s'est opérée : organismes de recherche, coopératives d'approvisionnement et transporteurs privés, offices de commercialisation, service de vulgarisation agricole, banque de crédit agricole.

Cette ouverture s'est accompagnée d'un soutien actif des prix agricoles et de subventions à la consommation.

Enfin, les petits producteurs ont été associés à la mise en place de cette politique, mettant l'accent sur le maïs et le coton, et à la gestion de la filière par un partenariat établi avec les clubs villageois de paysans et leur association, la "National Farmer Association of Zimbabwe" (N.F.A.Z.), interlocuteur professionnel agricole représentant le secteur paysan.

La réponse des petits producteurs a été immédiate :

- la production de maïs commercialisée à travers les circuits officiels a été multipliée par 6 dès la première année, et celle du coton par 4,
- la consommation d'engrais a quintuplé.

Par ailleurs, la production agricole totale a repris une croissance supérieure à celle de la population.

Mais ce succès trouve rapidement ses limites dans le contexte des marchés agricoles nationaux et internationaux saturés et de dégradation des termes de l'échange :

- les stocks de maïs trop importants accroissent le déficit financier des offices agricoles,
- les producteurs ont leurs marges brutes en compression et accumulent les dettes,
- les couches les plus démunies de la population agricole et les régions défavorisées ne bénéficient pas ou de manière marginale de cette politique,
- les populations urbaines voient leur pouvoir d'achat se dégrader conséquence de l'annulation progressive des subventions à la consommation.

Ainsi, face aux contraintes internationales pesant sur les revenus des producteurs, l'avenir de l'agriculture paysanne dépend de la capacité des petits producteurs à s'affirmer durablement comme un lobby professionnel fort et actif, principale garantie d'une certaine équité entre villes et campagne et de la croissance de la production agricole.

COTON

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DU COTON : EVOLUTION RECENTE ET QUELQUES PERSPECTIVES

1- Les cours du coton. L'indice "A" de Cotlook : un mécanisme pour représenter l'actualité du marché. Le mouvement de l'indice depuis plus de vingt ans. Les périodes volatiles du marché.

2- Les tendances de production au niveau mondial. Les plus grands producteurs. Améliorations de rendement. Augmentation de la consommation mondiale.

3- Le rôle clé des Etats-Unis dans le marché mondial. Le programme cotonnier du Département de l'Agriculture et le système du prêt. La Loi Agricole de 1985 et la crise cotonnière. la remontée des cours. L'insuffisance des statistiques cotonnières.

4- L'importance de la Chine. Sa transformation d'importateur net en exportateur net, et de nouveau en importateur net. L'exemple le plus flagrant de la faiblesse statistique.

5- Le comportement des cours pendant 1987/88 et 1988/89. Une période difficile pour l'industrie textile. Nouvelle accumulation de coton dans le prêt américain. Autre affaiblissement du marché. Renouvellement des achats chinois. Relance de la demande aux Etats-Unis. Remontée des cours.

6- Perspectives : production 1989/90 en baisse dans d'important pays producteurs. Une nouvelle Loi Agricole américaine. Instabilité sous-jacente.

K. VERBEEK

COTTON IN SUB-SAHARIAN-AFRICA : THE CHALLENGE

The document puts cotton production in Africa into an international perspective. It is pointed out the provided the structure of the world market and the small market share Sub-Saharan-Africa countries have in that market they act as price-takers. Some comparative advantages and disadvantages are discussed. It is argued that the main challenges for African cotton production in the next decade are to remain competitive on the world market without the support of subsidies, to comply with the quality demands of the changing international textile industry and to keep up with research and development in cotton production technology.

D. MORRIS

THE IMPORTANCE OF COTTON TO DEVELOPING COUNTRIES

Cotton is the world's most important agriculturally produced raw material; it is by far the world's leading textile fibre maintaining a near 50 per cent of all textile fibre offtake. For the many developing countries which grow and process it, cotton is a vital basis for employment and rural and industrial development.

Cotton is grown by over 70 developing countries of which 25 are classified by the United Nations as being least developed. In the developing countries (including China P.R.) some 250 million men, women and children are dependent for all or a part of their cash incomes on cotton production and processing. In many rural communities, earnings from cotton are the only source of cash income and offer an alternative to subsistence farming.

Export of cotton lint from developing countries make a vital contribution - largely through the earnings of hard currency - to their foreign exchange resources. Among agricultural commodities, cotton is the single largest foreign exchange earner for nine developing countries, ranks second in 13 and lies between third and seventh for a further 17 countries. Of those developing countries ranked first or second, ten are least developed economies, namely Afghanistan, Benin, Burkina Faso, Central African Republic, Chad, Mali, Sudan, Tanzania, Togo and Uganda.

In 1986 exports of raw cotton from developing countries were valued at just under US\$ 3,000 million. As the industrial base of many developing countries becomes established, cotton is increasingly being processed by newly established textile industries both for domestic consumption and for export. In 1985 developing country exports of cotton textiles and clothing to the developed world reached an estimated US\$ 29,700 million.

Cotton fibre is not the only reason for the growing of cotton. Cottonseed is also an important food crop both for humans in the form of vegetable oil and for livestock as high protein oil seed cake. Cottonseed oil is the fifth largest source of edible oil worldwide and cottonseed cake accounts for 10 per cent of the world production of oil based feedstuffs.

The welfare of cotton producing and processing is vital to the continued advance towards a better standard of living in many developing countries.

L'IMPORTANCE DU COTON POUR LE TIERS MONDE

Parmi les matières premières d'origine végétal, le coton est le plus important de par le monde. Il est de loin la fibre textile dominante détenant presque 50 % de la demande de fibres. Pour de nombreux pays, en voie de développement, producteurs de coton, la culture du coton ainsi que les activités avals constituent une importance vitale pour l'emploi et le développement aussi bien rural qu'industriel.

Le coton est cultivé par quelques 70 pays en voie de développement dont 25 sont considérés par les Nations Unies comme étant parmi les

"moins développés". Dans les pays du tier monde (y compris la Chine) les revenus de quelques 250 millions d'hommes, de femmes et d'enfants dépendent entièrement ou en partie de la culture du coton et de la fabrication de produits cotonniers. Dans de nombreuses communautés rurales le coton est la seule source de revenus et offre une alternative à la culture de subsistance.

Les exportations de coton brut par les pays du tiers monde contribuent de façon vitale à l'obtention de monnaie fortes nécessaires aux échanges commerciaux. Pour 9 pays en voie de développement le coton est le produit agricole le plus important en tant que pourvoyeur de devises fortes, il vient en seconde place dans 13 autres pays et se range de la troisième à la septième dans les 17 autres. Parmi les pays où le coton vient en première ou en seconde position, 10 sont parmi les pays dits "les moins développés", c'est-à-dire l'Afghanistan, le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, l'Ouganda, la République Centrafricaine, le Soudan, la Tanzanie, le Tchad et le Togo. En 1986, la valeur des exportations de coton brut en provenance des pays du tiers monde se chiffrait légèrement en dessous des 3.000 millions de dollar E.U.. Etant donné que dans plusieurs pays du tiers monde les bases de l'industrialisation ont été mises en place ou sont en voie de l'être, la fabrication de produits cotonniers par les industries textiles nouvellement établies va en s'accroissant tant à destination des marchés intérieurs qu'extérieurs. En 1985, les pays du tiers monde ont exporté vers les pays industrialisés pour 29.700 millions de dollars E.U. de produits cotonniers.

La production de fibre de coton n'est pas le seul objectif poursuivi. Les graines de coton sont également importantes en tant que nourriture humaine sous forme d'huile, tandis que pour le bétail elles produisent des tonteaux riches en protéines. Sur le plan mondial l'huile de coton vient en cinquième position en tant qu'huile de comestible tandis que les tonteaux de graines de coton représentent 10% de la production mondiale de fourrage à base d'oléagineux.

La prospérité de la culture de coton et des industries cotonnières est vitale pour le développement et l'accroissement du niveau vie de nombreux pays du tiers monde.

QUELQUES CARACTERISTIQUES DES FILIERES COTON DANS LES PAYS MEDITERRANEENS

Le coton est ... aussi ... un produit méditerranéen ... puisque les 8 pays producteurs actuels des deux rives de la méditerranée assurent près de 10% de la production mondiale de coton-fibre.

De plus le coton est, en méditerranée, un des rares produits "non-conflictuels". En effet la CEE est largement déficitaire et doit s'approvisionner principalement auprès des grands producteurs mondiaux que sont l'Argentine, l'URSS et les Etats-Unis.

Cette situation autoriserait donc une augmentation importante de la production méditerranéenne, sans que pour autant les fournisseurs traditionnels de la CEE comme les pays africains aient à en souffrir.

Conduite le plus souvent en culture irriguée, la production cotonnière méditerranéenne offre, d'un pays à l'autre, à la fois de grandes similitudes, et d'importantes différences.

La comparaison que l'on peut opérer entre les filières coton en méditerranée permet donc de dégager un certain nombre de problèmes communs, et d'identifier des solutions techniques et économiques, parfois très partiellement mises en oeuvre, dont d'autres pays pourraient certainement profiter.

P. PHELINAS

LES DETERMINANTS DU PRIX REEL PAYE AUX PRODUCTEURS DU COTON AU MALI

Activité vitale pour l'économie du pays, le Mali a toujours cherché à encourager la culture du coton. La politique suivie en matière de prix à la production a joué un rôle non négligeable.

Cependant, le prix réel finalement perçu par le producteur dépend de l'ensemble des facteurs qui agissent à la fois sur le prix nominal et sur le prix des biens achetés par le producteur : coûts de commercialisation et de transformation du produit, fiscalité supportée par le secteur coton, inflation intérieure, taux de change, et prix international.

Il est possible, à l'aide d'un modèle simple, de lier le prix réel d'achat à des facteurs externes et internes, et de mesurer l'influence de chaque facteur sur les variations du pouvoir d'achat des producteurs. Le prix réel au producteur peut en effet être exprimé comme suit :

$$Pp/Pc.100 = (Z.O.Tw)/Re .100$$

avec :

- Pp : indice du prix nominal au producteur
- Z : indice de coefficient d'équivalence à la ferme du prix international
- O : indice du coefficient de protection nominale
- Tw : indice des termes de l'échange international du coton
- Re : indice du taux de change effectif réel
- Pc : indice des prix à la consommation

On obtient ainsi une relation entre l'indice du prix réel, les facteurs externes (Tw), les facteurs techniques (Z) et les facteurs de politiques économiques (O et Re).

L'objet de la communication sera de mettre en évidence et de mesurer l'influence respective des facteurs exogènes et des facteurs de politique économique dans l'évolution des prix réels payés aux producteurs de coton maliens.

P. BISSON

ETUDE COMPAREE DES FILIERES COTON-RIZ-IGNAME EN SAVANE IVOIRIENNE

La Compagnie Ivoirienne pour le Développement des Textiles (CIDT) a fait entreprendre des études de filière sur l'arachide et l'igname. Celles-ci permettent de comparer ces filières, d'une part, à la filière coton que la CIDT met en oeuvre et, d'autre part, à la filière riz étudiée par la Direction et Contrôle des Grands Travaux.

Ces quatre filières illustrent quatre niveaux d'intervention de la puissance publique : maîtrise totale dans le cas du coton, maîtrise partielle pour le riz, et maîtrise quasi-nulle des filières igname et arachide.

Face à la volonté de l'Etat de se désengager progressivement des filières qu'il contrôle et, à l'inverse, de mieux maîtriser les filières qu'il ne contrôle pas, le problème est alors de trouver un équilibre entre les actions que peuvent mener l'Etat, les privés et les groupements de producteurs.

Cet équilibre conditionne la sécurité des revenus du paysan et, par là, ses possibilités de modernisation.

R I Z

P. MENDEZ DEL VILLAR

LES MARCHES RIZICOLES EN AFRIQUE BILAN STATISTIQUE SUR LES 25 DERNIERES ANNEES

L'auto-provisionnement alimentaire constitue une des principales problématiques en Afrique. Le cas du riz est un bon exemple de la dépendance accrue de ce continent vis-à-vis de l'extérieur. Dans les 25 dernières années, l'Afrique est devenue un des principaux pôles d'importation avec environ un quart des importations mondiales de riz. Cette situation résulte de l'accroissement de la consommation de riz qui n'a été compensée qu'en partie seulement par la progression de la production rizicole africaine.

Ce bilan statistique, basé sur des données FAO, retrace dans les deux dernières décennies, l'évolution de la balance rizicole dans 38 pays producteurs et consommateurs de riz en Afrique. Des spécificités rizicoles sont cernées à travers une typologie des pays allant des situations de dépendance extrême à celles de relative autosuffisance rizicole.

RICE MARKETS IN AFRICA STATISTICAL BALANCE SHEET DURING THE LAST 25 YEARS

Food self-supplying constitutes one of the main problems in Africa. The rice case is a good example of increased dependence from this continent towards foreign countries. During the last twenty-five years, Africa became one of the main centers of importations with about one quarter of world rice importations. This issue results from an increase in rice consumption which has been made up for only one part by the African rice production.

This statistical balance sheet, based on FAO data, recounts in the two last decades the trend balance of rice in 38 rice producers and consumers countries in Africa. Rice specificities appear through a country rice balance sheet within utmost dependence situations and nearly self-sufficiency.

M. ZALAY

ANALYSE COMPAREE DES DIFFERENTES POLITIQUES DE PRIX ET DE
COMMERCIALISATION DU RIZ ET DU PADDY EN AFRIQUE DE L'OUEST

La première partie (purement factuelle), est une analyse comparative des différents éléments des politiques de prix et de commercialisation de la filière riz-paddy tels que :

- production locale et importée (poids respectifs et évolution récente)
- consommation
- systèmes de production
- organisation de la commercialisation de paddy et de riz (organisme étatique ou privé, situation monopolistique ou non ...)
- usinage
- opérateurs de la chaîne de vente du riz
- système de prix
- mécanisme de régulation des importations (degré de protection, contingentement ou non, poids des tarifications ...)

La complémentarité entre la zone sahélienne et l'Afrique plus humide a rendu indispensable de mener cette étude dans des pays producteurs sahéliens, mais aussi côtiers = Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal

Cette première partie étant présentée sous la forme d'un tableau synthétique, le deuxième volet de l'analyse est une étude plus détaillée des cas particuliers que constituent le Mali (processus de mise en place de mécanismes de contrôle des importations), le Sénégal (évolution récente dans le cadre de la NPA); le Niger (réhabilitation du RINI et protection tarifaire)

La troisième partie, enfin, au vu des comparaisons réalisées tente d'explorer l'idée d'un "Espace Rizicole Protégé", et d'apporter des éléments de réponse aux questions essentielles que soulèverait une telle aventure.

A. LEPLAIDEUR

PREMIERS ELEMENTS SUR LES COMMERÇANTS DU RIZ EN GUINÉE

A partir des histoires de vie d'une vingtaine de commerçants actuel du riz en Guinée, l'auteur identifie les voies de capitalisation qu'ils ont utilisées pour rentrer dans cette activité et les pratiques commerciales qu'ils gèrent aujourd'hui.

Comme première hypothèse, il en ressort une structuration en grands réseaux internationaux masqués par une multiplicité d'acteurs qui n'est qu'apparente. Ce processus s'est accéléré très récemment, depuis 1984, par un afflux des capitaux de grands commerçants guinéens antérieurement "exilés" et par une arrivée encore plus récente des Libanais-syriens venus d'une Côte d'Ivoire en période de stagnation économique.

Réserve vis à vis de certaines positions de relance d'une politique de production nationale rizicole par un contrôle aux frontières, l'auteur émet l'idée d'une évolution plus réaliste qui tendrait à analyser comment l'appareil national de la production rizicole guinéenne et le port stratégique de Conakry pourraient s'insérer dans une "aire de demande" plus vaste : guinée(s), Mali, Sénégal, Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Libéria.

D. RUSSELL

THE OUTLOOK FOR LIBERALIZATION IN ZAIRE : EVIDENCE FROM KISANGANI'S RICE
TRADE (la lutte pour le commerce du riz après la libéralisation au Zaïre)

Based on the author's 1986-87 fieldwork, this paper examines the impact of agricultural price and market liberalization on the rice trade around Kisangani, Haut-Zaïre. It describes the struggle for control of the rice trade and shows how liberalization produces contradictory effects in the local economy.

De facto liberalization began in the early 1970s with zairianization of plantations and commercial operations. This opened the way for some Zairians to acquire businesses, but the structure of monopoly buying zones for rice, a major cash crop and staple consumed in the city, remained in place until 1983. In practice, petty traders increasingly began to buy rice in the early 1980s because the licensed buyers were not able to buy all the rice. High unemployment swelled the ranks of these "pirate" buyers.

Fueled by pressure from the IMF for reform in the agricultural sector, the 1983 liberalization measures in theory opened the trade to anyone. In actuality, the new regulations provide an opportunity for local officials to intervene more than had previously been the case and large traders collude with officials to squeeze out the "pirates".

In addition, lack of credit and government investment in infrastructure make it very difficult for the Zairian entrepreneurs to operate, and these constraints raise question about who will maintain the roads, and how traders will be able to buy and maintain trucks and rice mills. In the meantime, large trading firms, controlled by expatriates, are able to import rice into Kisangani on special credit programs.

Thus, though "liberalization" has taken place in the sense that the rice trade is open to Zairian traders, these opportunities have not resulted in investment in rice production or amelioration of the situation of the mass of traders. Conversely, in some areas, the ways in which the "liberalization policy" are implemented give local officials power to impose taxes, fines and licences. In other areas, the trade is still tightly controlled by large concerns and plantations.

LA DYNAMIQUE DE LA PRODUCTION RIZICOLE AU CAMEROUN DANS LA PERSPECTIVE
DU PLAN D'AJUSTEMENT STRUCTUREL

Pour augmenter l'offre nationale de riz, les autorités camerounaises ont lancé au début des années 70, trois complexes para étatiques de production : SEMRY (Société d'Expansion et de Modernisation de la Riziculture de Yagoua) SODERIM (Société de Développement de la Riziculture dans la Plaine des Mbo), UNVDA (Upper Noun Valley Development Authority).

Grâce à la mobilisation d'un paysannat contractuel, ces trois complexes ont permis une augmentation indéniable de la production nationale qui est passée de l'indice 100 en 1970 à l'indice 585 en 1985.

Mais cette production a rarement été compétitive par rapport aux riz d'importation si bien que les complexes nationaux ont souvent été confrontés à des problèmes d'écoulement de leurs stocks et ce en dépit de mesures de régulation du marché initiées par les pouvoirs publics (jumelage, restriction d'importation, péréquation...).

L'équilibre financier des complexes producteurs n'a souvent été obtenu que par le recours aux subventions publiques. la production rizicole au Cameroun relevait ainsi d'une dynamique étatique. Cela revient à dire que la production s'est développée sans tenir compte des perspectives de marché aussi longtemps que l'Etat disposait de ressources financières pour la subventionner.

La raréfaction des ressources publiques perceptible depuis trois ans n'est pas sans conséquence sur le système productif rizicole.

En effet, depuis deux ans les crédits de campagnes ne sont plus assurés et les paysans livrent leur Paddy aux sociétés d'encadrement en contre partie d'une promesse de paiement. Les complexes nationaux sont lourdement endettés vis-à-vis du secteur bancaire. La SEMRY qui assure plus de 80% de l'offre nationale pratique actuellement un seul cycle annuel de culture au lieu des deux cycles habituels.

Dans la perspective du Plan d'Ajustement Structurel en négociation, il est envisagé un désengagement de l'Etat de la sphère productive (par démantèlement à moyen terme des complexes de production, suppression de la subvention aux intrants ...) avec en corollaire une plus grande responsabilisation des paysans, producteurs directs de paddy.

La production rizicole au Cameroun survivra-t-elle au désengagement de l'Etat ? Des paysans indépendants (des Sociétés d'encadrement) seront-ils capables d'assurer la dynamique de la production en affrontant mieux la concurrence des riz d'importation ?

C'est à ces deux questions que nous nous proposons de répondre dans le cadre de notre communication.

L'analyse sera articulée autour de prix garantis aux producteurs de paddy, du prix à la consommation du riz, des prix de revient des riz local et importés, des marges réalisées par les intermédiaires.

E. PENOT, J.S. CANALS, L. THOMAS

FILIERE RIZ EN GUINEE BISSAU (COMPORTEMENT ET STRATEGIES DES AGENTS ECONOMIQUES)

Le riz, première céréale produite en Guinée Bissau avec une production proche de 135.000 tonnes en 1988 pour une population d'un million d'habitants, est la base de l'alimentation des populations urbaines et rurales de ce petit-pays de 36.000 Km².

Chaque année environ 30.000 T de riz d'origine extérieure rentrent dans le pays (dont 20.000 T au titre de l'aide alimentaire).

Depuis l'indépendance (1974), le pays s'est engagé durant une dizaine d'années dans une économie planifiée avec forte intervention de l'état. Le programme de stabilisation économique et financière appuyé par le FMI depuis 1985, qui comprend la réorganisation des circuits commerciaux et la réforme des entreprises publiques n'a pas permis d'atteindre les résultats escomptés.

Les indices économiques permettent de situer la crise que connaît le pays :

- une augmentation rapide de la masse monétaire : + 73% en 1982
- la recrudescence de l'inflation (perte du pouvoir d'achat en devise de la monnaie nationale de 94% en 1987, sur le marché national).

La filière riz est fortement influencée par le contexte socio-économique national. La communication présente une analyse de la répartition et de l'appropriation de la valeur ajoutée au sein de la filière riz et les stratégies des différents acteurs en présence (état, commerçants, paysans, consommateurs).

Un certain nombre de recommandations sont émises tant au niveau de l'organisation de la filière que de la structuration des prix et du marché.

HEVEA

LA FILIERE CAOUTCHOUC NATUREL EN COTE D'IVOIRE : ORIGINALITE ET ENJEUX

I- Introduction

L'hévéaculture en RCI est marginale à double titre :

- marginale sur le plan international : 1% de la production mondiale
- marginale sur le plan national : <1% de la VA nationale, 1,5% de la valeur des exportations

Pourtant l'évolution de la Côte d'Ivoire au cours des 15 dernières années -essoufflement de l'économie de plantation, mauvais résultats des filières café cacao (...)- ont entraîné un intérêt marqué pour l'hévéaculture, renforcé par les bons résultats techniques, économiques et financiers du secteur.

2- historique du développement ou : de la marginalité de l'investissement privé d'origine coloniale à la recherche d'une réponse à la crise structurelle de l'économie de plantation ...

L'histoire du développement de la filière caoutchouc est complètement différent de celui des autres filières agro-industrielles récentes ...

On est ainsi passé de plantations industrielles (PI) privées à un contrôle progressif par l'Etat stimulé par la dynamique de croissance de l'agro-industrie pour promouvoir un secteur villageois.

Ainsi on peut distinguer plusieurs phases dans le développement du secteur allant de la marginalité (1953-1970), à l'émergence (1970-1980) puis à l'engouement suscité par le contexte de crise actuel et caractérisant aussi bien les producteurs que l'Etat et les bailleurs de fonds.

3- L'organisation de la filière ou : de l'intégration au contrôle du système national des prix

La filière caoutchouc naturel est doublement atypique : son développement a été confié à des opérateurs privés par les pouvoirs publics et son mode de stabilisation est indépendant du système CAISTAB qui régie les autres cultures d'export. Le système retenu repose exclusivement sur une régulation sectorielle avec un contrôle par la profession où dominent les intérêts agro-industriels et la gestion de type privé.

Cette organisation très intégrée, avec une prise en charge du caoutchouc villageois du bord-champ à l'export et même à la vente finale (via filiale)..., n'est pas sans incidences sur le statut du producteur.

4- Les enjeux du développement

L'hévéa s'inscrit dans les stratégies de reconversion et diversification de l'Etat et des producteurs pour le grand bénéfice des acteurs agro-industriels et de l'économie nationale, dès lors que les tendances et résultats du marché sont satisfaisants.

Cependant les ambitions de développement du secteur ne sont pas sans risques et impliquent des coûts sans rapport avec les disponibilités financières actuelles.

Ainsi quelle pourra être la maîtrise des programmes par les opérateurs privés ; mais aussi quelle sera la maîtrise de la demande villageoise qui se traduit par l'apparition de dynamiques autonomes pour pallier la lenteur -relative- des extensions programmées, sachant qu'il n'y a pas forcément convergence entre les intérêts du planteur (qui peut encore - mais pour combien de temps- se satisfaire d'une diversification de ses revenus par l'extensif) et de l'Etat (qui doit absolument optimiser l'utilisation de sa zone forestière et dégager des ressources nouvelles).

BOIS

STRATEGIES INTERNATIONALES ET INDUSTRIALISATION DU SECTEUR DES BOIS EN
AFRIQUE FRANCOPHONE

Le développement d'industries des bois dans les pays producteurs d'Afrique francophone, dont le point est fait ici, est rapproché de l'évolution structurelle caractérisant la consommation européenne d'une part, et les ressources forestières africaines de l'autre. L'élévation régulière du taux de transformation des bois, qui apparaît comme phénomène autonome du fonctionnement global de l'appareil productif local, est une résultante directe du redéploiement international des activités dans le secteur.

La crise a sans doute renforcé la nécessité d'une industrialisation des bois africains, mais elle n'a sûrement pas créé les meilleures conditions pour le faire. Le processus a donc été, pour l'essentiel, encadré par un appareil de mesures administratives volontaristes, dont on a beaucoup souligné le caractère velléitaire, mais qui ont constitué finalement le déterminant le plus significatif de cette dynamique.

Les limites formelles qu'a connu, et que connaît encore, l'industrialisation des bois en Afrique sont sans doute à rechercher aussi bien dans les modalités internes de fonctionnement de l'appareil productif que dans l'opposition dont ont fait preuve à son égard les opérateurs étrangers, lesquels se sont attachés à conserver le contrôle de la mise en marché des bois. Mais les critiques traditionnellement exclusives et opposées privilégiant l'une seulement de ces deux causes ne permettent guère d'expliquer la dynamique, effective et mesurable de l'industrialisation africaine des bois. En fait, une analyse systémique de la régularisation du secteur amène à formuler des hypothèses toutes différentes. Au delà du discours ambiant plutôt redondant sur l'opposition des états nationaux et des importateurs transnationaux, apparaît une large convergence objective entre les stratégies internationales de ces deux types d'acteurs.

Tout se passe en effet comme si états et importateurs, sommés également de réagir à la crise, avaient dû redéfinir leurs fonctions réciproques, les premiers en intervenant autrement que comme des percepteurs passifs, les seconds en resserrant leurs interventions sur des produits spécifiques diversifiés. La dynamique dans les relations entre firmes et administrations s'inscrirait ainsi dans une logique de construction de marchés différenciés qui serait destinée à assurer le maintien du niveau global de la rente correspondante sans remise en cause fondamentale de sa répartition entre fiscalité et profits.

Quoi qu'il en soit, sous l'impulsion des réglementations nationales, une articulation plus précise s'est finalement organisée entre récolte, transformation et exportation, d'abord au niveau de l'économie générale du bois, puis au sein des entreprises elles-mêmes. L'accompagnement étatique, en même temps qu'il a suscité une accumulation qui sans lui ne se serait pas produite, a déterminé ainsi la mise en place de véritable filières diversifiées d'utilisation de la ressource, et contribué de la sorte plus ou moins directement à une amélioration de la rationalité des modes d'utilisation des produits forestiers africains.

F. FEBVRE

1- UNE ECONOMIE PEU STRUCTUREE FACE AU MARCHE INTERNATIONAL : L'EXEMPLE DE LA FILIERE BOIS ANTILLO-GUYANAISE

L'avenir des économies peu structurées, face au développement des échanges internationaux, est incertain. La production artisanale se trouve, en effet, en concurrence avec celle des entreprises industrielles.

La question se pose de savoir comment peut-elle se maintenir et même se développer.

Dans les départements français d'Amérique (Martinique, Guadeloupe et Guyane) la faiblesse de la production locale se conjugue à un niveau de revenu élevé, par rapport aux pays voisins.

Dans la filière-bois, les conséquences de cette situation sont que la concurrence est double. Les bois guyanais sont en compétition avec ceux du Brésil, où les coûts salariaux sont moins élevés. Les menuiseries et les meubles antillais sont supplantés par ceux provenant de firmes industrielles métropolitaines.

Face à cette situation difficile, si le protectionnisme et les financements publics peuvent être des palliatifs, c'est l'association des producteurs qui semble être la meilleure solution. L'époque des coopérations semble être révolue ; marque collective, groupements ponctuels, labels, GIE sont les nouvelles formules employées par les artisans antillais et les guyanais. Ce type de solution est-il suffisant ?

2- IMPORTATIONS ET UTILISATIONS DES BOIS TROPICAUX EN FRANCE : ANALYSE DES MARCHES ET DES FILIERES D'UTILISATION

En 1988, plus d'un million et demi de m³ (équivalent grumes) de bois tropicaux ont été importés en France, sous forme de grumes ou de sciages.

La majorité est destinée aux entreprises de type industriel produisant du contreplaqué ou des menuiseries. Les bois tropicaux ont servi de support à l'industrialisation de ces secteurs quand la croissance de la demande finale (bâtiment et ameublement) l'a rendue nécessaire. Ils ont été à la base de l'innovation quand cette demande a diminué et s'est modifiée. Leur approvisionnement a été rendu possible par l'existence d'acteurs qui, de l'arbre sur pied en pays tropical au bois vendu en France, forment une filière. Ce système, dominé par des entreprises de type industriel ajuste les volumes importés aux variations de la demande. Ces dernières sont déterminées par celles du P.I.B. Les entreprises établissent une péréquation entre les différentes essences importées. Leurs prix sont déterminés à partir du marché mondial (dominé par l'Asie). Ils sont limités par l'évolution des coûts des matériaux de construction et l'indice général des prix.

A. BERTRAND

LE PAYSAN, LE BUCHERON, LE COMMERCIANT ET ... LE GARDE FORESTIER

A la suite des nombreuses études réalisées sur le secteur forêt-bois de divers Etats africains depuis une bonne dizaine d'années et pour lesquelles une démarche en terme de filière a été utilisée, il a paru intéressant de soumettre certains de ces travaux à une analyse comparative.

Malgré leur diversité apparente, la plupart des filières bois étudiées apportent des illustrations de "cas d'école" de la théorie économique.

Par contre, ce qui différencie de façon significative les différentes filières semble lié explicitement et essentiellement aux conditions d'accès et de contrôle de la ressource par les producteurs.

La valeur de l'arbre sur pied apparaît donc comme un paramètre déterminant à observer. Son niveau serait conditionné par les facteurs sociaux et institutionnels déterminants de la gestion du milieu naturel et de l'espace :

- structure et règles foncières,
- nature de la réglementation et de la fiscalité forestière,
- relations entre les paysans et l'administration forestière.

Cela montre bien que l'arbre joue un rôle complexe au carrefour des rapports sociaux à la fois comme l'élément clé et signifiant de l'espace rural et comme produit économique, enjeu dans les relations ville-campagne.

OLEAGINEUX

LA DYNAMIQUE DES MARCHES INTERNATIONAUX OLEOPROTEAGINEUX : POLITIQUES DES ETATS ET STRATEGIES DES ACTEURS

Les marchés des "oléo-protéagineux" sont particulièrement internationalisés : ainsi plus du quart des graines de soja produites dans le monde font l'objet d'un commerce international. Les produits issus de leur transformation industrielle - huile, tourteaux - circulent aussi massivement à l'échelle internationale : plus de 1/3 de la production mondiale de tourteaux de soja et 1/5 de celle d'huile de soja sont échangés internationalement. Pour l'huile de palme cette proportion dépasse même 80%. Dans ces conditions, la compréhension du fonctionnement et de dynamique de ces marchés nécessite un point de vue mondial et la formulation d'hypothèses sur les mécanismes de marchés de l'internationalisation des systèmes alimentaires nationaux, sont les marchés des oléo-protéagineux font partie. Il est également indispensable de situer la période actuelle de "crise" dans le mouvement long de l'économie.

Durant les années d'après guerre et jusqu'au milieu des années 60, les marchés mondiaux des oléo-protéagineux ont été dominés par un fait majeur désormais bien connu et que nos travaux ont mis en évidence : la prédominance croissante d'un produit : le soja et la place prépondérante prise par un pays : les Etats-Unis. Depuis le début des années 70, la situation mondiale a considérablement changé : la place des Etats-Unis (et des firmes américaines) est contestée : de nouveaux pays exportateurs apparaissent comme le Brésil (soja), l'Argentine (soja, tournesol), la Malaisie (huile de palme) où la CEE (colza, tournesol) ; les pays importateurs diversifient leur approvisionnement et leurs fournisseurs ; la compétition se développe entre les divers produits de plus en plus substituables entre eux.

Dès lors, nous nous posons les questions "prospectives" suivantes :

- le soja va-t-il conserver son rôle dominant sur les marchés des huiles et des tourteaux et matières premières riches en protéines ?

Quels sont les produits qui peuvent lui disputer cette place ?

- de nouveaux pays producteurs (ou de nouvelles régions des pays actuellement producteurs) peuvent-ils conquérir une part importante de la production, de la transformation industrielle, de la consommation et des échanges d'oléo-protéagineux au cours des prochaines années ? Et dans ce cas, grâce à quelles stratégies ?

- quelle nouvelle structure va émerger de la compétition que se livrent les grands pays producteurs-exportateurs et/ou importateurs et notamment du fait de l'ajustement en cours des niveaux de protection directe et indirecte de la production agricole dans les divers pays ?

- enfin, quel peut être l'impact des restructurations en cours dans le secteur de la transformation agro-industrielle et du négoce international sur la localisation et le type de produits privilégiés ?

Notre hypothèse est que l'avantage compétitif d'un produit (et de ceux qui sont dérivés de sa transformation) est en partie acquis, conservé, consolidé grâce aux capacités organisationnelles des acteurs et à l'action continue de l'Etat qui permettent la mise en place de moyens pour la réalisation de cet objectif. L'exemple du développement du "complexe soja" aux Etats-Unis ou ceux plus récent du développement du

soja brésilien ou de l'huile de palme en Malaisie, l'évolution de la production oléo-protéagineuse européenne, tous ces exemples montrent qu'il ne suffit pas qu'un produit soit "meilleur marché" - même si c'est souvent une condition nécessaire - ou détiennent des "qualités" propres, il faut que les agents s'en emparent et l'incorporent dans un processus de production, de valorisation et de consommation, voire même dans un mode de vie.

Nous proposons donc une réflexion de type "systémique" sur les rapports entre la dynamique des marchés et les stratégies d'organisation des différents acteurs : politiques des Etats, d'une part, et stratégies des groupes (d'entreprises et interprofessionnels) qui internationalisent leurs activités, d'autre part, en nous intéressant tout particulièrement aux politiques et stratégies mises en oeuvre par (et dans) quelques pays en voie de développement : Brésil, Inde et Malaisie, notamment.

FILIERE HUILE DE PALME : EVOLUTION DES MARCHES ET STRATEGIES DES OPERATEURS EN COTE D'IVOIRE

Les Etats-Unis et la Malaisie assurent environ 59% des exportations de matières grasses alimentaires avec les huiles de soja et de palme. Quant à la Côte d'Ivoire, elle est d'une part de 1er pays producteur africain et le 3ème pays producteur mondial avec 200 000 T/HP et d'autre part, le 3ème pays exportateur mondial. D'autres pays producteurs interviennent sur le marché avec d'autres huiles et graisses (huile de tournesol, de colza, d'arachide, etc...).

La concurrence que se livrent ces produits et ces pays revêt plusieurs aspects ; mais elle est surtout une concurrence de qualité et de prix ; elle s'exprime encore en terme de moyen de communication et de distribution.

Les opérateurs ivoiriens de la filière huile de palme tels que Blohorn du groupe Unilevers (78 % du marché de l'huile raffinée), Cosmivoire (20 % du marché des savons) et Palmindustrie (Société d'Etat), principal client des planteurs villageois de palmiers et principal fournisseur en huile brute des entreprises d'aval, sont concernés par cette concurrence sur les différents marchés.

L'analyse de l'ensemble des informations nous a permis de mettre en exergue trois thèmes importants :

- Evolution des marchés et des technologies
- La filière de l'huile de palme
- La stratégie des opérateurs de la filière.

Pour être efficace en terme de coût, de disponibilité de l'huile, de prix, de qualité et de communication, les stratégies développées par les opérateurs portent d'une part, sur la technologie, le produit et le marché avec des stratégies de diversification et de différenciation et d'autre part, sur la valorisation du capital investi, l'information, la formation des planteurs villageois, l'organisation de l'encadrement et du marché.

E. PEROT

ETUDE DE LA FILIERE SOJA EN INDONESIE

Le soja est la principale source végétale de protéine pour les indonésiens qui le consomment sous de multiples formes transformées, en particulier le tofu et le tempé. L'étude de la filière fait apparaître une production peu intensifiée, qui valorise bien les surfaces quand l'eau devient le facteur limitant pour le riz, qui reste la culture prioritaire. L'offre ne satisfait pas une demande plus concentrée dans les zones de production de Java et les grands centres urbains de Jakarta et Surabaya. Les importations atteignent un niveau jugé économiquement inacceptable par le gouvernement alors qu'elles concurrencent, au niveau qualité et coût, les variétés locales, ce qui a justifié la mise en oeuvre d'un programme de développement de cette culture en 1986/87.

L'économie du soja, intégrée à celle des palawijas (les cultures secondaires autres que le riz) est fortement liée à ces produits par des phénomènes de substitution. Toute politique de développement doit prendre en compte toutes les interactions qui prévalent entre les palawijas et la diversité de produits concernés par le soja qui est utilisé pour l'alimentation humaine. On constate l'émergence rapide et importante d'une sous filière "tourteaux de soja" pour l'alimentation animale, source de protéines d'origine animale, d'où un phénomène de substitution entre les deux sources de protéines en fonction des revenus. L'absence de structure de trituration du soja en Indonésie bloque cette sous-filière pour la production locale de tourteaux.

Le paysan et son exploitation agricole ont été identifiés comme le segment stratégique de la filière, et porteur d'un potentiel de développement non négligeable pour autant que l'on connaisse les déterminants de la stratégie de mise en culture de ces producteurs et que l'on résolve les problèmes agronomiques de production.

Les activités de transformation et de commercialisation, quelquefois très concentrées au niveau spacial, permettent de qualifier, dans certains cas (la sous-filière tempé par exemple), la filière soja de "filière courte". Cette dernière génère un grand nombre d'emplois ruraux.

L'étude économique des différents noeuds de la filière fait apparaître la relative complexité des facteurs concourant à l'élaboration des prix et les liens qui lient les produits tels que l'arachide, le mungbean et le riz au soja. Devant les limitations financières actuelles des politiques d'intervention directes jusqu'alors menées et l'orientation vers des politiques indirectes sur les prix et les revenus, le fait que la demande sur le soja soit sensible aux variations de prix permet la mise en oeuvre de telles politiques. La forte plasticité du secteur de la production, au regard de sa dynamique récente, montre que l'offre répond également, en partie, à la demande.

Les équilibres qui en résultent délimitent le cadre d'une politique de diversification sur les palawijas. Ils montrent la nécessité de considérer le produit dans le cadre de son économie globale pour comprendre les mécanismes qui permettront de réduire la dépendance vis-

à-vis des importations, de favoriser un accroissement de la production et les modalités de celle-ci, par l'intensification ou l'extension des superficies cultivées.

L'étude de la filière a permis de mieux comprendre l'économie du soja et de déterminer des points clés de la politique agricole à mettre en oeuvre pour la promotion du soja en Indonésie.

Soybean is the main plant protein source for Indonesians who usually use it as various processed food, in particular tempe and tofu. The study of the soybean commodity system show that the production is not much intensified but can well increase land use when water shortage appears for second rice cropping. Rice still remains the priority crop in the cropping systems. The supply does not satisfy the demand which is more concentrated in Java and in the main towns of Jakarta and Surabaya. Imports have reached a level considered as economically unacceptable for the government as they compete, in quality and cost, with the locally produced soybean varieties. This situation has justified the implementation of a soybean development programme since 1986/87.

The soybean economy, integrated to the palawijas economy (the palawijas are the secondary foodcrops other than rice) is strongly linked with these secondary crops by substitution effects. Any development policy must take in account all interactions between these foodcrops and also the diversity of food obtained from soybean, and the different uses, in particular for the growing feeding industry. To this respect, the sub "soybean meal" commodity system can be identified under specific conditions with its own dynamic. The lack of soybean oil-processing industry block up the domestic supply of this item.

The farmer and the farming system have been identified as the main strategic key section of commodity system with a great potential of development as soon as one knows the decision making process of the farmer concerning soybean cropping. Agronomic constraints have to be also removed.

Processing and marketing of locally produced soybean are usually very concentrated at the village level. The latter permit to qualify the system, in this case, as a "short commodity system". This situation generates employment in rural areas.

The economic study of the key-points of the commodity system shows the relatively complexity of the price building factors and the linkages which exist with food products as groundnut, mungbean and rice. With the current shift from direct agricultural policies to indirect pricing and incomes policies because of financial cost, the price response of soybean consumption allows the use and efficiency of such policies. Supply of soybean does not respond partly to demand.

The resulting balances define the framework of a diversification policy based on the palawijas. It shows the necessity to consider soybean in its global economy in order to understand the mechanisms which will permit to reduce the dependence from imports and to increase the

production and the conditions for that trend : intensification or cropped areas increase.

The study of the commodity system permit a better understanding of soybean economy and the identification of key points for the agricultural policy to develop.

CAFE – CACAO

COMPRENDRE LA CRISE DU CACAO

Après avoir rappelé les caractéristiques du marché international du cacao au regard du marché d'autres produits (filrière courte, forte valeur massique du cacao, production dans quelques pays du sud, consommation dans quelques pays du nord, ...), les auteurs mettent en évidence le phénomène récurrent de déplacement des zones de production du cacao. Depuis les foyers originels de culture en Amérique Centrale au XVIème et XVIIème siècle, la production de cacao s'est déplacée vers l'Amérique du sud au XVIIIème et XIXème siècle. A partir de 1918/19, l'Afrique prend la tête de la production mondiale. Aujourd'hui l'Asie du sud-est apparaît comme un 3ème pôle en pleine expansion. Une interprétation globale de cette dynamique est proposée, intégrant des hypothèses sur l'évolution des 20 prochaines années. Une troisième partie approfondit la comparaison Côte d'Ivoire/Malaisie. Alors qu'en apparence, les faits évoquent plus d'oppositions que de convergences entre les 2 pays, les auteurs tentent de démontrer la pertinence d'une approche comparative par les enseignements qu'ils en tirent sur l'interprétation de la crise cacao.

C. FAUSSEY - P. VIMARD

COMPORTEMENT DES AGENTS ECONOMIQUES ET EN PARTICULIER DES PRODUCTEURS

1- La Côte d'Ivoire est engagée dans la Division Internationale du Travail à travers notamment la production de cacao et de café. Or l'agriculture ivoirienne connaît une crise (sécheresse, chute du cours des produits ...) qui s'amplifie avec la crise économique globale, tout en y étant liée. Une reconversion doit être envisagée, mais vers quel type de produit, vers quel système de production ?

2- Les villages étudiés font partie de l'ancienne zone pionnière de l'économie de plantation villageoise (Sud-Est Ivoirienne), et ont été confrontés à la crise agricole nationale dès son apparition. A travers leurs évolutions au cours du temps et leurs particularités géographiques (à l'intersection du rural et de l'urbain) et historiques (évangélisation -> scolarisation -> changement des mentalités ...), nous étudierons la mutation de cette économie.

3- Notre analyseur sera le système de production (terre, moyens techniques de production, main d'oeuvre), et nous démontrerons l'inadaptation de ce dernier face à la crise globale (nationale et internationale) et face aussi à la crise spécifique à la région.

4- Cette agriculture, dominée par l'économie de plantation villageoise, est régie au niveau international (concurrence externe, prix bas ...). Elle se heurte à un problème de limitation de la production, due à un système de production traditionnel ("non capitalisé"), alors que le système d'échéance est monétarisé ("capitaliste"). Les deux logiques s'interfèrent, et il apparaît difficile d'avoir une situation favorable à terme sans modification du système de production local.

5- Nous analyserons les modes d'adaptation de la société donnée à la crise globale du système. Le passage d'un système de production extensif à un système de production intensif ne s'effectuant pas dans la zone, nous nous intéresserons également aux variables démographiques et sociologiques. Ces dernières semblent bloquer l'évolution du système vers une intensification de la production, qui pourrait permettre d'obtenir un produit de meilleur qualité et en quantité supérieur, mais elles révèlent aussi des éléments de réponse à ce blocage.

6- En effet s'élaborent de nouvelles dynamiques individuelles et familiales fondées sur une insertion toujours plus intense dans la ville (ici la capitale économique ivoirienne Abidjan) et l'Etat, et sur une intensification des relations rural-urbain avec une circulation rapide des hommes, des produits et des revenus. Ainsi la société villageoise de cette ancienne zone pionnière parvient-elle à se perpétuer grâce à l'assistance de ses expatriés urbains, mais au prix de dépérissements (vieillesse des chefs de ménages, exil des individus les plus instruits ...) et de stratifications sociales croissantes.

B. DAVIRON et F. LERIN

FORMATION DE L'OFFRE ET DE LA DEMANDE ET REGULATION DES ECHANGES : LE CAS
DU MARCHÉ INTERNATIONAL DU CAFÉ

Cet article étudie les facteurs économiques, en particulier les conditions de formation de l'offre et de la demande, qui fondent les formes d'organisation du marché international du café.

Il montre que l'Accord international du Café, en vigueur jusqu'à ces derniers mois, a dû son existence à la domination qu'exerçait le Brésil sur le marché, domination elle même basée sur un modèle technique particulièrement extensif.

La fin de la croissance extensive de la production caféière, et l'émergence de nouveaux modèles techniques, bouleversent la hiérarchie entre les pays producteurs et, par la même, remet en cause tant le partage du marché que les modalités de gestion des échanges sur lequel reposait l'Accord.

A. LEPLAIDEUR

L'HISTOIRE DE L'IMPLANTATION DE LA CACAOCULTURE ET CAFEICULTURE AU SUD
OUEST TOGO ETAIT-ELLE UNE REPONSE AUX PRIX PRATIQUES OU A-T-ELLE TENU
D'UNE DYNAMIQUE SOCIO-ECONOMIQUE PLUS COMPLEXE

A travers l'exemple de l'histoire du développement de la cacaoculture et de la caféiculture dans le Togo actuel, l'auteur convie à une réflexion d'ensemble sur les conditions socio-économiques qui peuvent inciter ou arrêter l'essor d'une activité agricole en Afrique.

Au togo comme au Cameroun, les périodes de grand essor des plantations cacaoyères se situent dans les années 30 quand les cours du cacao sont au plus bas. Voici donc deux cas où les analyses économiques menées en termes "d'incitation par les prix" sont mises en défaut.

Il cherche alors à travers des histoires de vie de migrants agricoles l'explication de ce "processus de conquête des terres pas le cacao". Les nouveaux éléments sont mis en perspectives avec les évolutions comparables au Ghana, décrite par DOLLY HILL qui ont fortement influencé le sud ouest Togo, au point de lui donner sa physionomie économique actuelle.

Pour conclure, il insiste sur la pertinence encore actuelle des écrits de Karl POLANYI qui, en 1944, écrivait dans "the Great Transformation" : "The outstanding discovery of recent historical and anthropological research is that man's economy, as a rule, is submerged in his social relationships. He does not act so as to safeguard his individual interest in the possession of material goods, he acts as so to safeguard his social standing, his social claims, his social assets".

ELEVAGE

J. SARNIGUET

EFFETS DE LA CONCURRENCE DES VIANDES EXTRA-AFRICAINES SUR LES FILIERS
NATIONALES DES VIANDES EN AFRIQUE OCCIDENTALE ET CENTRALE

Dans une première partie, on examine les difficultés d'obtenir des données statistiques fiables pour l'Afrique, aussi bien dans le domaine des flux d'échanges des produits carnés que dans celui des prix de ces produits très divers. Ces difficultés expliquent la méconnaissance passée des effets de la concurrence des viandes importées du marché mondial.

La deuxième partie retrace l'évolution de ces importations depuis 1960 et met en évidence l'accroissement considérable des tonnages importés entre 1970 et 1987, qui ont été multipliés par plus de sept dans la région étudiée. Ces importations se sont en même temps très diversifiées en produits et sous-produits, bien que les produits de l'espèce bovine restent prépondérants. On constate également que la CEE est devenue depuis 1980 le fournisseur largement majoritaire.

Dans la troisième partie, l'évolution comparée des prix à l'importation et des prix intérieurs explique l'aggravation de la concurrence extérieure depuis 1975, et surtout depuis 1980 avec les viandes subventionnées en provenance de la CEE. L'incidence générale sur la baisse réelle des prix des bovins est évaluée par sous-régions depuis 1980.

L'étude de cas de la Côte d'Ivoire en 1988 permet de comparer les coûts de production des filières nationales bovines, et autres espèces aux prix des viandes importées et d'évaluer les dommages subis par les producteurs, ainsi que les pertes d'emplois dans les filières du commerce et de la transformation et les effets sur la balance extérieure.

Les systèmes classiques de protection aux frontières sont examinés en dernière partie, avec leurs inconvénients et leur faible efficacité économique. Un nouveau système de "prélèvements compensatoire", assorti d'un "Fonds de développement de l'élevage", proposé en Côte d'Ivoire, apparaît nécessaire pour ajuster les prix extérieurs et sécuriser le développement indispensable de l'élevage africain.